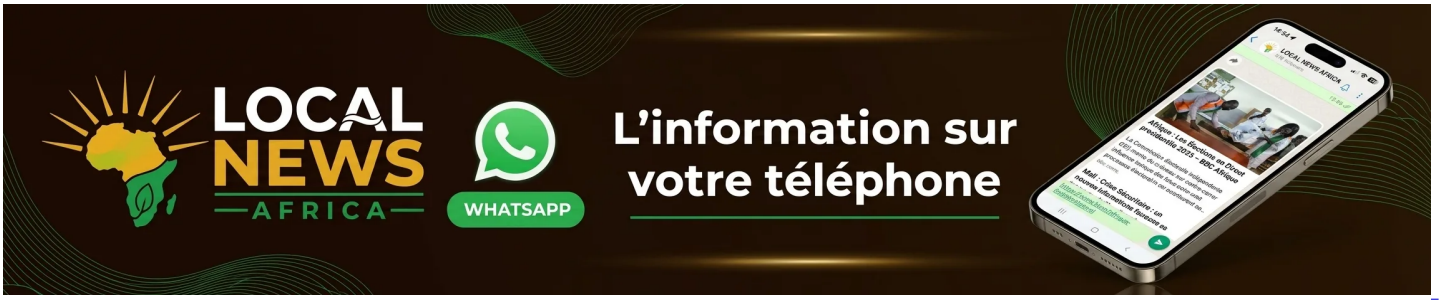


BÉNIN-FRANCE

Wadagni et Macron scellent de nouveaux accords à Paris

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **05 oct. 2026 à 11:27**



> *En visite officielle à Paris les 4 et 5 octobre 2026, le président béninois Romuald Wadagni a rencontré Emmanuel Macron dans un contexte marqué par la recherche de nouveaux investissements et le renouvellement des partenariats. Au-delà du dialogue diplomatique, la visite s'est traduite par plusieurs accords portant notamment sur l'électricité, l'agriculture, la pisciculture et les infrastructures scientifiques.*

Quatre mois après son investiture, Romuald Wadagni effectue sa première visite officielle en France en tant que président du Bénin. Le déplacement de 48 heures intervient dans une phase où Cotonou cherche à consolider ses partenariats extérieurs tout en mobilisant davantage de capitaux pour financer ses projets de développement.

La rencontre avec Emmanuel Macron, tenue à l'Élysée le 5 octobre, constitue le principal rendez-vous politique de cette visite. Mais les échanges franco-béninois ont rapidement pris une dimension économique avec la signature de plusieurs engagements.

Des investissements au cœur de la séquence parisienne

La dimension économique avait déjà été mise en avant dès le dimanche 4 octobre.

Romuald Wadagni était l'invité d'honneur d'un dîner de travail organisé à l'Élysée dans le cadre de l'**Africa France Impact Coalition (AFIC)**. Les discussions ont notamment porté sur les investissements privés, l'industrialisation africaine et le développement de chaînes de valeur susceptibles de créer davantage de valeur et d'emplois sur le continent.

Le président de Business Africa, **Baïdy Agne**, également président du Conseil national du patronat du Sénégal, a participé à ces échanges avec les deux chefs d'État. Selon Business Africa, les discussions ont notamment porté sur l'ouverture du Bénin aux investisseurs africains et français, les flux d'investissements privés en Afrique et la mise en œuvre de projets issus du sommet Afrique-France organisé à Nairobi en mai 2026.

Cette dimension donne une portée plus large à la visite : il ne s'agit pas seulement de relancer les relations bilatérales, mais aussi de positionner le Bénin dans les nouvelles dynamiques d'investissement entre l'Afrique et la France.

173 millions d'euros pour les réseaux électriques

Le volet énergétique figure parmi les résultats les plus concrets de la visite.

Un accord lié au programme **PEDER+** prévoit un financement global de **173 millions d'euros** pour l'extension et le développement des réseaux électriques au Bénin. Le montage associe notamment l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec un prêt de 50 millions d'euros de l'AFD.

L'enjeu dépasse la seule fourniture d'électricité aux ménages.

Pour le Bénin, l'amélioration des réseaux constitue également une condition de développement des activités industrielles, des services et des entreprises. Elle accompagne ainsi la transformation économique recherchée par le gouvernement.

La France est déjà fortement impliquée dans le financement du développement béninois. Présente dans le pays depuis 1956, l'AFD indique intervenir notamment dans l'accès aux services essentiels, le développement économique et la préservation de l'environnement, avec des financements destinés à l'État, aux entreprises publiques, au secteur privé, aux collectivités et aux organisations de la société civile.

Agriculture et pisciculture au programme

La coopération économique s'étend également au secteur agricole.

Une convention de **15 millions d'euros** porte sur la filière piscicole et les investissements agricoles productifs. Une enveloppe de 10 millions d'euros est notamment destinée au développement de la filière piscicole.

Ce choix s'inscrit dans une problématique plus large pour le Bénin : accroître la production locale, développer les chaînes de transformation et réduire progressivement la dépendance à certaines importations alimentaires.

Un laboratoire d'excellence avec Bpifrance

La coopération franco-béninoise s'élargit également au domaine scientifique.

Une lettre de mandat conclue avec **Bpifrance** et le laboratoire d'hématologie médico-légale de Bordeaux doit permettre la construction au Bénin d'un **laboratoire d'excellence**, avec un volet consacré au transfert de compétences.

Ce projet introduit une autre dimension dans la relation bilatérale : celle du transfert de savoir-faire et du renforcement des capacités scientifiques nationales.

La coopération ne se limite donc plus à l'aide au financement d'infrastructures. Elle intègre progressivement des enjeux liés aux compétences, à l'expertise et à la capacité du Bénin à développer localement des services à plus forte valeur ajoutée.

Une relation franco-béninoise qui change de contenu

La France reste un partenaire important du Bénin. Selon France Diplomatie, la coopération bilatérale couvre de nombreux domaines et connaît une dynamique qualifiée d'ascendante depuis 2021. Le président Emmanuel Macron s'était notamment rendu au Bénin en juillet 2022, tandis que la ministre française déléguée à la Francophonie et aux Partenariats internationaux avait participé à l'investiture de Romuald Wadagni le 24 mai 2026.

Mais le contenu du partenariat évolue.

L'objectif affiché n'est plus seulement de maintenir les cadres traditionnels de coopération. Les discussions mettent davantage l'accent sur l'investissement privé, les infrastructures, l'industrialisation, l'énergie, les chaînes de valeur et la création d'emplois.

Cette évolution intervient dans un contexte où les institutions financières africaines cherchent elles aussi à mobiliser davantage de capitaux privés. En septembre 2026, la Banque africaine de développement et la France ont annoncé vouloir approfondir leur coopération autour de la mobilisation des capitaux et du développement du secteur privé en Afrique.

De la coopération à la réalisation

La visite de Romuald Wadagni à Paris apporte ainsi une illustration concrète de cette nouvelle orientation.

En moins de 48 heures, les discussions politiques ont été accompagnées d'engagements dans des domaines directement liés au développement économique : électricité, agriculture, pisciculture, recherche et infrastructures scientifiques.

Pour Cotonou, l'enjeu sera désormais de transformer ces engagements en réalisations mesurables : infrastructures effectivement construites, réseaux étendus, production agricole et piscicole accrue, compétences transférées et emplois créés.

Pour Paris, cette séquence confirme également la volonté de maintenir un partenariat avec le Bénin tout en l'inscrivant davantage dans une logique d'investissement et de mobilisation du secteur privé.

La rencontre entre Romuald Wadagni et Emmanuel Macron marque donc une nouvelle étape des relations entre Cotonou et Paris. Le véritable indicateur de cette nouvelle dynamique sera désormais la capacité des accords signés à produire des effets visibles dans l'économie et dans la vie quotidienne des populations béninoises.

PUBLICITÉ

